



Publié le : vendredi 14 février 2025

Photo: Conrad Poirier / BANQ

Se présenter aux élections est un luxe

JENNY CARTWRIGHT

Mener une campagne électorale coûte cher, en plus d'être chronophage. C'est un processus complexe, par moments opaque, et quiconque s'attarde à notre système électoral réalise rapidement qu'il fonctionne à deux vitesses.

D'abord, celle à laquelle avancent les candidat-e-s des grands partis, qui ont accès aux ressources matérielles et financières nécessaires pour mener à bien leurs campagnes: organisation d'événements, conception et installation des pancartes, publicité, gestion des invitations aux débats et j'en passe.

Puis il y a la vitesse à laquelle cheminent les autres, qui doivent tenir leurs réunions après le travail, écrire les slogans entre les repas à préparer et les devoirs des enfants. Si la Loi électorale québécoise permet de prendre un congé sans solde une fois la déclaration de candidature déposée, soit après plusieurs jours de travail consacrés notamment à récolter les signatures requises, l'argent pour payer l'épicerie devra bien venir de quelque part. Ainsi, l'inflation et la terrible crise du logement qui fait rage au Québec constituent des freins importants à la démocratie. Le fait que la ministre responsable de l'Habitation—qui a payé comptant sa première maison¹—suggère aux locataires d'investir² ou de déménager pour surmonter leurs difficultés à se loger montre bien le décalage entre les gens qui accèdent au pouvoir et les autres.

On trouve tout de même des citoyen-ne-s qui se lancent en politique en tant qu'indépendant-e-s ou au sein de la vingtaine de tiers partis autorisés. Ils et elles ne sont pas au bout de leurs surprises ni de leurs peines: l'accès inégal (ou inexistant) aux plateformes médiatiques est un bâton de plus dans leurs roues qui n'avancent pas aussi vite que celles des grandes formations. Les candidat-e-s du Parti nul ou du Parti culinaire du Québec, par exemple, doivent jouer des coudes pour être invité-e-s dans les débats; les rares articles de journaux qui leur sont consacrés les présentent au mieux comme des faits divers. Ils et elles sont évidemment ignoré-e-s des sondages.

Ainsi, l'inflation et la terrible crise du logement qui fait rage au Québec constituent des freins importants à la démocratie.

Les obstacles systémiques sont nombreux—dans le système électoral comme ailleurs—et tout désavantage les femmes, les personnes démunies, handicapées ou racisées. Un homme noir qui fait du porte-à-porte le soir recevra-t-il le même accueil qu'une personne blanche? Comment pourra-t-il se présenter avec de nouvelles idées alors que les politicien-ne-s en place attisent la haine depuis tant d'années, accusant les immigrant-e-s d'être la source de tous les problèmes de l'État? Comment naviguer à travers le déferlement de menaces et de commentaires misogynes dont sont victimes les femmes sur les réseaux sociaux, qui ont fait en sorte que des personnalités comme Judith Lussier et Manal Drissi ont décidé de se retirer de l'espace public?

Et puisque c'est une guerre de l'image, il faut pouvoir suivre les règles, ce qui implique de posséder les habits—et souvent le physique—de l'emploi. Toutes ces barrières font en sorte d'homogénéiser les candidatures: au fil d'arrivée, le jour du scrutin, on ne nous offre plus que différents tons de beige.

Nous vivons dans une aristocratie élective.

Il faudra bien arrêter de penser que réformer le mode de scrutin sera suffisant.